

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal de Palestine

N° 392 du 12 au 21.10

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

L'Egypte propose un plan en 4 points aux palestiniens

Le « plan-Jénine-2 » : Réunion entre Israël et le Fatah.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés
5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos
5-1 3 Vidéos : Ne dites pas : nous ne savions pas.

6 Les brèves

6-1 Le partage du pouvoir et à la réconciliation.
6-2 Les forces du Fatah cherchent à frapper fort les résidents liés au Hamas.
6-3 Ne dites pas : nous ne savions pas.
6-4 Shass rebuté par les accords Kadima-Travailleurs.
6-5 Des milliers d'occupants organisent des marches provocatrices à Al Aqsa.
6-6 Akko : Jamal Taufik, libéré.
6-7 Les difficultés économiques de l'Amérique sont "une punition divine".

7 Dossier

7-1 Point de vue de Khaled Amayreh : Les colons juifs ? Permis de tuer.
7-2 Point de vue de Gilbert Achcar « Les États-Unis sèment les graines d'une tragédie à long terme »
7-3 Point de vue de Jonathan Cook : Quand un best-seller requinquant dézingue un mythe fondateur en béton ...
7-4 Point de vue de Mustafa Barghouthi : Et maintenant, la question de Jérusalem.

12-10 au 21-10: Peuple Palestinien : 4 tués - 34 blessés
Occupants : 0 tué - 0 blessé

Tiré a part

L'Egypte propose un plan en 4 points aux palestiniens

L'Egypte qui fait office de médiateur a proposé un plan en quatre points pour tenter de sortir de la crise qui divise les Palestiniens.

L'Egypte suggère la formation d'un gouvernement d'union nationale et la restructuration des forces de sécurité palestiniennes.

L'Egypte estime aussi que le président de l'Autorité palestinienne devrait poursuivre ses entretiens de paix avec Israël, mais soumettre tout accord à l'approbation du Hamas et des autres factions palestiniennes.

L'Egypte propose la formation immédiate d'un gouvernement d'union et la conclusion d'un accord sur la date des prochaines élections.

Le Fatah souhaite que les élections législatives et présidentielles se déroulent toutes les deux en 2010. Le Hamas fait remarquer que le mandat de Mahmoud Abbas prend fin théoriquement en janvier 2009. L'Egypte est favorable à deux scrutins simultanés.

Le Caire estime que les forces de sécurité du Hamas et du Fatah, qui se sont souvent combattu, doivent être séparées de la politique des factions et rassemblées dans une force nationale.

La médiation égyptienne suggère en outre de soumettre à référendum tout accord de paix avec Israël, ou de le présenter à une Organisation de libération de la Palestine (OLP) restructurée qui comprendrait le Fatah, le Hamas et les autres factions palestiniennes.

Nidal al Moughrabi,

version française Pascal Liétout

<http://www.lepoint.fr/actualites-monde/l-egypte-propose-un-plan-en-4-points-aux-rivaux-palestiniens/924/0/284257>

Le « plan-Jénine-2 » : Réunion entre Israël et le Fatah.

Extraits

Ils (les commandants des services de sécurité de l'autorité palestinienne de Ramallah) sont arrivés au siège de l'IDF (« forces israéliennes de défense ») dimanche soir, passant les barrages de route en seulement 3 minutes depuis Ramallah. Ils sont passés par la route menant à la déjà ancienne colonie de Beit El, croisant la porte de l'ancien camp jordanien qui héberge le commandement de la brigade de Judée et Samarie.

Tous étaient habillés en civil excepté l'inspecteur-général de la police palestinienne. Ils étaient huit commandants, tous de vieux chefs du Fatah. C'est la dernière chance pour la génération qui est venue de Tunis de maintenir sa griffe sur le pouvoir avant que le Hamas ne la balaye et n'avale tout.

Le commandant des forces de la défense israéliennes en Cisjordanie, le général-major Noam Tiv'on avait voulu les inviter à un repas pour terminer le jeûne du jour.

Mais l'agenda de la rencontre a été perturbé pour des raisons ayant à voir avec l'échec de l'armée israélienne à maîtriser les émeutes de colons (près de Naplouse) et le meurtre d'un garçon palestinien sous les balles israéliennes, ce qui a finalement forcé les invités à interrompre leur jeûne chez eux.

Ainsi fut-il fait.

La discussion aurait perdu beaucoup de temps si elle avait eu lieu à l'occasion d'un repas préparé par l'armée israélienne. Noam Tiv'on et le chef de l'administration civile israélienne en Cisjordanie, le général-major Yoav Mordechai ont voulu présenter aux commandants palestiniens le « plan-Jénine-2 » pour le déploiement des forces de l'autorité palestinienne dans la ville.

Les commandants israéliens ont demandé à leurs contre-parties palestiniennes la possibilité d'autoriser à un journaliste d'assister à la réunion. Les Palestiniens ont été d'accord. En fait, j'étais le seul journaliste accepté à la réunion. Cependant, en raison de ma présence et essentiellement en raison du sentiment d'urgence éprouvé par la partie palestinienne, la réunion est partie dans plusieurs sens avec des développements excessifs.

Termes choquants

Contrairement à l'idée habituelle, les journalistes détestent être étonnés. Ils pensent tout savoir et que tout ce qu'ils ne savent pas n'est pas particulièrement important. J'ai été étonné par ce que les commandants palestiniens de sécurité ont formulé. J'ai été également étonné par la tonalité de leurs voix.

L'essentiel de leur argumentation est qu'une confrontation violente entre le Fatah et le Hamas aura lieu en janvier 2009. Le 9 janvier prochain, le mandat présidentiel d'Abu Mazen expirera. Il est déterminé à prolonger son mandat jusqu'en janvier 2010. Nous ne pouvons pas éliminer la possibilité qu'Abu Mazen déclarera la bande de Gaza « province rebelle. »

Les commandants palestiniens ont demandé à leurs interlocuteurs israéliens de les assister à préparer un plan d'action et à former leurs forces, ainsi que de leur fournir des armes.

Je n'ai jamais entendu s'exprimer une volonté aussi forte de la part de l'autorité palestinienne de travailler avec Israël, excepté durant une période courte au printemps de 1996.

Après la réunion, j'ai demandé à un des commandants israéliens dans le hall, « C'est juste pour savoir. N'êtes-vous pas inquiets que les partisans du Fatah disparaissent dans la nature au moment décisif comme ils l'ont fait à Gaza ?

« Non, » m'a-t-il répondu, « avant les événements de Gaza, ils ne savaient pas ce qui leur arriverait. Mais maintenant ils le savent. »

Abu al-Fateh est le commandant général de l'appareil de sécurité du gouvernement de Fayyad. Il représente la principale force militaire de l'autorité palestinienne. Abu al-Fateh est le dirigeant le plus élevé en grade et le plus haut placé parmi les responsables des agences de sécurité palestiniennes.

« Il n'y a aucun conflit entre nous, » a dit un des commandants israéliens. « Nous avons un ennemi commun. »

Abu al-Fateh a entamé la réunion en formulant une plainte au sujet des dévastations causées par les colons (près de Naplouse). La manière dont il a fait allusion aux émeutes était intéressante. Il en est arrivé à dire que cela « rendait les choses plus difficiles pour nous, particulièrement face aux Palestiniens du peuple. Vous devez faire respecter la loi et l'ordre comme vous attendez de nous que nous fassions respecter la loi et l'ordre. Je ferai tout ce que je peux pour empêcher qu'il y ait d'éventuelles opérations (contre vous). Vous vous rendez bien compte que nous sommes bien mieux qu'avant. Grâce à nos opérations, l'armée israélienne a moins d'opérations à mener. »

Un ennemi commun : le Hamas

Abu Al-Fateh a poursuivi : « Il y a des différends énormes en vue pour janvier 2009. Abu Mazen adopte la ligne de la paix et vous devriez soutenir sa position. Libérez les jeunes prisonniers, cela est très important. Levez les barrages de route et démantelez les colonies. Je vous demande de nous autoriser à déployer un régiment de Jéricho vers Hébron. Je sais qu'il y a un problème avec les colons dans Hébron et les zones de friction qui s'y trouvent. Je n'ai aucune intention d'entrer dans ces zones-là. Le régiment opérera dans les villages au sud d'Hébron. »

Le général-major Noam Tiv'on a alors répondu : « Je suis tout à fait heureux de ce que vous nous avez dit. Les commandants locaux des deux bords devraient se rencontrer et conclure un accord sur ce point. » Mais le colonel Mordechai a averti le dirigeant palestinien, disant que « le déploiement du régiment dans Hébron devrait avoir lieu vendredi soir de peur qu'il ne se heurte avec les colons. » Al Fateh d'Abu a répondu : « Aucun problème. Nous opérons contre le Hamas même pendant le mois du Ramadan. »

Arrivé à ce point le chef du service militaire de renseignement du gouvernement de Fayyad, Majed Faraj a commencé à parler : « Nous sommes au milieu d'une bataille très difficile. Il y a un proverbe arabe : 'La mer est devant nous et l'ennemi est derrière nous'. Nous n'avons pas même une mer. Nous avons décidé de mener la bataille jusqu'au bout. Nous avons décidé de mettre tous nos problèmes sur la table. Tout est clair. Nous ne

jouons aucun jeu. Le Hamas est l'ennemi, et nous avons décidé de mener une guerre totale contre le Hamas. Et je vous affirme qu'il n'y aura aucun dialogue avec le Hamas ; celui qui veut vous tuer, tuez-le d'abord. Vous avez fait une trêve avec eux, mais nous ne procéderons pas ainsi. Pour être honnêtes, nous nous sommes comportés différemment dans le passé. »

Faraj a continué à se vanter : « Maintenant nous prenons soin de chaque institution du Hamas selon vos instructions. Récemment vous nous avez donné les noms de 64 organismes, et nous en avons déjà traité 50. Certains de ces organismes ont été fermés, dans d'autres nous avons changé leurs administrations. Nous avons également saisi leur argent (Israël avait signalé à l'autorité palestinienne 150 comptes bancaires suspectés d'appartenance aux organismes terroristes tandis que l'autorité en clôturait 300) ».

« J'ai deux observations : dans le passé nous réfléchissions mille fois avant d'entrer dans une mosquée, mais aujourd'hui nous entrons dans n'importe quelle mosquée lorsque nous considérons que c'est nécessaire. Ne comprenez pas qu'il vous est permis d'entrer dans une mosquée. Au contraire, nous pouvons entrer dans les mosquées précisément parce que vous ne le faites pas. Nous pouvons également entrer dans les campus des universités, y compris l'université islamique dans Hébron. Nous faisons encore plus d'efforts et même si le succès n'est pas à 100%, la motivation est à 100%. »

« A la suite des remarques de Faraj, Hazem Atallah, l'inspecteur-général des forces de police palestiniennes s'est à son tour exprimé : « D'ici la fin de l'année, nous entrerons dans une confrontation avec le Hamas. Khalid Misha'al a déclaré que le gouvernement d'Abu Mazen ne serait pas légal après le 9 janvier, par conséquent nous devons être prêts pour une confrontation. »

Hussein al-Sheik, chef du département des affaires civiles dans le gouvernement de Fayyad a ensuite expliqué : « C'est très important. Le Hamas ne dispose pas de force militaire en Cisjordanie, mais il a le pouvoir de faire descendre les gens dans la rue. »

Attallah s'est ensuite adressé aux commandants israéliens : « Je parle d'un plan efficace ; si nous arrivons à l'année prochaine sans être entièrement préparés, rien ne nous sera laissé excepté de discuter pour savoir qui a été responsable de la défaite, soit nous, soit vous, soit les Américains. »

Puis les Palestiniens se sont plaints qu'une expédition canadienne de matraques pour la police était encore bloquée dans le port Ashdot. Tiv'on les assurés que « les matraques leur seront remises. »

17 octobre 2008 –

Palestine Times -

www.info-palestine.net

Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.ptimes.org/main/default...>

Traduction de l'anglais : Nazim

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

Bande de Gaza - Au jour le jour

15-10

Le siège illégal imposé dans la Bande de Gaza par Israël a provoqué mardi un nouveau décès.

L'enfant Hadi Al Hassayna, 3 ans est décédé à l'hôpital en raison du manque des soins médicaux appropriés.

Selon une source médicale, les autorités israéliennes ne lui ont pas autorisé la sortie de la Bande de Gaza.

Les structures médicales de Gaza sont à cours de moyens et ne peuvent pas effectuer de diagnostics, sans notamment de matériel d'imagerie par résonance magnétique (IRM) ou de radiothérapie, ni traiter le cancer et faire d'importantes opérations cardiaques, surtout chez les enfants.

251 patients ont déjà trouvé la mort à Gaza en raison d'un manque de soins et de médicaments appropriés.

15-10 - WAFA

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

14-10

Le ministre de l'information, Reyadh Al Malki a révélé que les forces d'occupation israéliennes avaient blessé 26 palestiniens et avaient arrêté 71 autres en une semaine en Cisjordanie.

Il a fermement dénoncé les actes de violence commis par les colons envers la population de la Cisjordanie notamment pendant la saison de la cueillette des olives.

WAFA

15-10

Des soldats de l'armée de l'occupation ont blessé un jeune palestinien, âgé de 20 ans, sur le barrage de Hawara, au sud de la ville de Naplouse, en prétendant qu'il allait tenter d'exécuter une opération martyr dans les territoires palestiniens occupés en 1948.

CPI

15-10

Les militaires sionistes ont pris d'assaut, dans la nuit de mardi à mercredi, la banlieue de Ramallah, où ils ont ouvert le feu sur les habitants.

Cette attaque a coûté la vie à un adolescent palestinien répondant au nom de Abdel Ghader Zayd. Mardi, aussi, les colons sionistes ont fait irruption dans les oliveraies situées aux environs de Naplouse et ont incendié des centaines d'arbres.

L'Autorité autonome a fait état de la poursuite des violences à Saint Jean d'Acre.

IRIB

16-10

L'armée israélienne a tué jeudi un Palestinien près de Ramallah lors d'un accrochage, apprend-on de sources médicales palestiniennes.

Il s'agit du troisième Palestinien tué par Tsahal en trois jours en Cisjordanie.

Mercredi, un homme de 21 ans avait été tué lors d'accrochages en marge d'une manifestation après la mort, mardi, d'un autre jeune Palestinien.

Les accrochages se sont produits à proximité de l'implantation juive hautement sécurisée de Beit El.

La manifestation avait été organisée en mémoire d'un jeune Palestinien de 18 ans tué mardi par des soldats israéliens..

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5056

18-10

Des colons juifs de Hébron ont battu samedi à coups de pied et de poing deux photographes de presse et une ressortissante anglaise qui aidaient des Palestiniens à faire la cueillette des olives.

Selon des témoins, des centaines de colons du quartier de Tal Ruméda à Hébron ont sévèrement agressé hier le caméraman Abdul Hafithe Al Hashlamoun lors qu'il filmait un groupe de pacifistes étrangers qui étaient en train d'aider les agriculteurs de Tal Ruméda à la cueillette des olives.

Des troupes israéliennes ont été dépêchées sur place et ont arrêté dix-neuf personnes, selon un pacifiste israélien.

Trois des Israéliens venus aider les Palestiniens ont été retenus par la police parce qu'ils refusaient de quitter les lieux.

Wafa &

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=383880>

20-10

Les forces de l'occupation israéliennes et les colons sionistes poursuivent leurs agressions et attaques contre les palestiniens dans différentes régions de la Cisjordanie.

La police de l'occupation a annoncé qu'on a trouvé le corps d'un jeune palestinien devant un bâtiment vide dans ville d'Al Qods occupée avec des traces de tortures sur son corps.

CPI

20-10

Des jeunes colons juifs ont attaqué, durant la nuit de samedi 18/10, les citoyens palestiniens dans la ville occupée d'Al Qods, en blessant 6 personnes, ainsi qu'un conducteur de véhicule après qu'il s'est exposé à des jets de pierres par des juifs extrémistes.

CPI

20-10

De nombreux colons ont attaqué des fermiers palestiniens qui récoltaient leurs olives dans le village de Kafr Kaddoum, au nord-est de la ville de Qalqilia, en leurs interdisant d'arriver à leurs terres agricoles.

CPI

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 5.589
Palestiniens blessés	: 52.952
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 201 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués

: 1.151

(369 militaires/policiers)

Israéliens blessés

: 6.509

(492 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

Rapport n°41 sur les violations israéliennes des droits humains

17-10

Au cours de la semaine du 9 au 15 octobre les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) en Cisjordanie ont tué 2 civils et blessé 13 autres dont 2 mineurs au cours d'une manifestation pacifique contre la construction du mur d'annexion.

Les FOI y ont mené 15 incursions au cours desquelles elles ont arrêté 29 civils dont 8 mineurs. Par ailleurs elles ont inauguré une synagogue en terre arabe en plein Jérusalem Est. Les colons ont poursuivi leurs activités colonisatrices et ont encore attaqué des civils palestiniens et s'en sont pris à leurs biens. Pour la fête juive du Sukkot la fermeture stricte de tous les points de passage de tous les territoires occupés a été mise en œuvre La bande de Gaza quant à elle est restée prisonnière du siège qui la coupe de tout lien avec l'extérieur. Aucun changement par rapport à la semaine précédente sinon la diminution des importations, notamment des essences : 1.600 litres pour la semaine, soit 1litre par 1.000 habitants SOFA est resté fermé toute la semaine

Site : <http://palestine33.free.fr>

Traduction Jacques Salles

<http://www.pchrgaza.org/>

[Rapport complet à : http://www.pchrgaza.org/files/W_rep...

3 Politique

a) Palestinienne

1-2 Les analyses (du processus de paix).

15-10

Pour Khaled al-Batash, haut cadre du Mouvement du Jihad islamique, la poursuite des négociations de l'Autorité autonome avec Israël et les Etats-Unis entrave la réalisation des idéaux palestiniens. « En poursuivant les négociations avec le régime sioniste et les Etats-Unis, l'Autorité autonome a, d'une part, tourné le dos aux idéaux de la Palestine, et, de l'autre, elle entrave le processus des pourparlers inter-palestiniens. », a réitéré, mardi, Khaled al-Batash, à l'antenne d'Al-Alam. « De telles négociations ne visent qu'à faire perdre du temps et à assurer les intérêts des Sionistes. », a-t-il constaté, en allusion à l'inefficacité de longues années des pourparlers de l'Autorité autonome avec Israël.

IRIB

1-4 Les grandes manœuvres.

Les dirigeants palestiniens appellent en coeur à la réconciliation

Le président Abbas a estimé dimanche que, dans l'intérêt du peuple palestinien, la rivalité de sa faction, le Fatah, avec le Hamas devait cesser.

Parallèlement, le chef du Mouvement de la résistance islamique a jugé que l'heure de la réconciliation avait sonné.

"Personne n'est heureux de voir se poursuivre les divisions actuelles", a déclaré M. Abbas devant la presse, après un entretien avec le président syrien Bachar el-Assad.

"Personne ne nous respectera plus si nous continuons", a-t-il ajouté.

A son arrivée samedi, il avait annoncé que la médiation égyptienne avait franchi un nouveau palier. Il avait annoncé sans autre détail qu'une déclaration serait faite au Caire, suivie d'une rencontre de toutes les factions palestiniennes.

Le chef politique du Hamas Khaled Mechaal a semblé se rallier à cette vue en affirmant dimanche que les médiateurs égyptiens avaient obtenu des résultats. "Nous avons trouvé une formule (en vue de la réconciliation) et nous demandons à Dieu de la faire réussir", a-t-il dit au cours d'une conférence sur Jérusalem à Doha (Qatar).

Dans cette perspective, il a proposé que le Fatah et le Hamas libèrent tous les prisonniers politiques en

Cisjordanie et à Gaza, et mettent un terme à leur campagne de dénigrement médiatique pour créer une "atmosphère positive", propice à une réconciliation.
12-10

1-5 Négociations inter palestinienne.

Le Fateh refuse une rencontre bilatérale avec le Hamas

Le Fateh, du président palestinien Mahmoud Abbas, a rejeté la demande du Hamas de tenir une réunion bilatérale avant des pourparlers entre toutes les factions prévus en novembre au Caire, ont fait savoir des responsables du Fateh hier. Malgré certaines déclarations optimistes de responsables du Fateh et du Hamas, les points de vue des deux factions n'ont pas évolué et leurs relations demeurent tendues. Des responsables palestiniens indiquent que les 12 factions de l'OLP, dont le Fateh, approuvent le plan de réconciliation élaboré par l'Égypte. Le Hamas a averti qu'il ne reconnaîtrait plus Abbas comme président légitime après la fin de son mandat le 9 janvier.

L'Orient-Le Jour

15 octobre 2008.

<http://www.orient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=383520>

15-10

Dr. Sami Abou Zouhri, porte-parole du mouvement du Hamas a affirmé que l'annonce du mouvement Fatah de son refus au dialogue avec le Hamas dans la capitale égyptienne, représente une gifle aux efforts égyptiens qui visent à lancer le dialogue national palestinien.

Le porte-parole du mouvement Hamas, Zouhri, a dit que cette position représente une autre confirmation que le mouvement du Fatah n'est pas sérieux pour réaliser l'entente palestinienne.

Il a ajouté que le mouvement du Fatah porte toute la responsabilité de l'échec des efforts égyptiens pour réaliser l'entente palestinienne.

CPI

20-10

Mahmoud Abbas a déclaré dimanche l'Égypte avait invité les factions palestiniennes à des négociations de partage du pouvoir au Caire. Selon un conseiller du président de l'Autorité palestinienne, les pourparlers commenceraient le 9 novembre.

Seraient invités le Fatah de M. Abbas, le Hamas et des groupes moins importants.

Les Territoires palestiniens sont coupés en deux depuis que le Hamas a pris le contrôle de la Bande de Gaza en juin 2007, ne laissant que la Cisjordanie à l'Autorité palestinienne. M. Abbas a laissé entendre dimanche qu'il enverrait des représentants aux négociations, et le Hamas a confirmé avoir reçu une invitation.

Plusieurs tentatives de négociations de partage du pouvoir entre le Fatah et le Hamas ont échoué depuis que le Mouvement de résistance islamique a remporté les élections législatives en 2006.

AP-

1-11 Situation économique.

14-10

Le ministre de l'information, Reyadh Al Malki a dit que l'Inde avait décidé de débloquer 20 millions de dollars pour soutenir l'ANP. Il fait savoir que le président allait rencontrer le premier ministre israélien démissionné Olmert le 17 octobre pour discuter avec lui de conclusions de sa visite en Syrie.

WAFA

1-14 Prisons: Déclaration et situation dans les geôles palestinienne

Malki: Il n'y a pas de prisonniers politiques dans les prisons de l'ANP

Le ministre de l'information, Reyadh Al Malki a déclaré qu'il n'y a pas de prisonniers politiques dans les prisons de l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP)'.
Lors d'une conférence de presse à Ramallah hier, Al Maliki a dit que la police palestinienne était en mesure de collecter toutes les armes illégales pour imposer l'ordre et la stabilité en Cisjordanie

14-10.

WAFA

b) Politique Israélienne

Olmert

Olmert exige la "tolérance zéro" à Acre

Olmert a demandé à la police d'imposer une "tolérance zéro"

"Les scènes qui se produisent à Acre depuis Yom Kippour et au cours de ces dernières nuits sont très pénibles", a dit Olmert lors d'un conseil des ministres dimanche.

Le chef du gouvernement, qui voit dans la cité portuaire du nord d'Israël un "brillant exemple de coexistence", a estimé que celle-ci était "l'otage d'un petit groupe d'extrémistes".

"La police a reçu l'instruction d'observer une tolérance zéro à l'égard des violences", a-t-il dit.

Des unités de la police ont été dépêchées sur place tandis que de nouvelles échauffourées ont opposé Juifs et Arabes samedi soir.

Une cinquantaine de personnes ont été interpellées.

La population d'Acre, ancienne capitale des Croisés, est composée à 28% d'Arabes. Les deux communautés religieuses vivent dans des quartiers distincts.

12-10

2-3 Sur le terrain .

16-10

Un groupe de colons extrémistes ont tenté, jeudi, d'attaquer l'esplanade de la Mosquée d' Al Aqsa.

Dans une conférence de presse, Dr. Hatim Abdul Qader, conseiller du premier ministre pour les affaires de Jérusalem, a fermement critiqué de telles tentatives par les colons qui terrorisent les fidèles musulmans lorsqu'ils priaient à la Mosquée.

Il a appelé les Jérusalemistes à se réunir pour faire face aux attaques coloniales qui visent à judaïser la ville sainte et à interdire aux musulmans et aux chrétiens de pratiquer leurs cultes librement.

Il a ajouté que les musulmans du monde entier se devaient d'agir pour sauver la Mosquée d'Al Aqsa.

WAFa

Les FOI répriment la marche hebdomadaire contre le Mur à Bali'n

18-10

Accompagnés des pacifistes internationaux et israéliens, les villageois de Bil'in, qui se situe à l'ouest de Ramallah, ont organisé, hier (vendredi), la marche hebdomadaire contre le Mur de l'apartheid.

Des centaines de manifestants ont marché après la prière de vendredi dans la direction du Mur qui empiète sur la majorité de terres du village, en revendiquant son démantèlement, selon des témoins.

Les manifestants ont brandi des pancartes sur lesquelles on peut lire ' Nous allons continuer la lutte jusqu'à la destruction du Mur.' 'Arrêtez la saisie des terres.' Ils ont également exigé que l'armée israélienne devait mettre un terme aux attaques lancées par les colons et permettre aux agriculteurs de récolter leurs olives.

Les Forces d'Occupation Israéliennes (FOI) ont utilisé des bombes lacrymogènes pour disperser la manifestation pacifique, selon un correspondant de WAFa.

2-4 Les grandes manœuvres...

19-10

Environ 3.000 personnes ont manifesté dimanche dans le sud d'Israël, à la frontière de la bande de Gaza, pour réclamer la libération de Gilad Shalit, un soldat israélien détenu à Gaza depuis plus de deux ans.

Les négociations entre le Hamas et Israël pour la libération du soldat, qui possède aussi la nationalité française, n'ont jusqu'à présent pas abouti.

Le Hamas, exige la libération de centaines de prisonniers palestiniens en échange du soldat.

"Les manifestations pour Shalit risquent de provoquer la montée des enchères sur le prix de sa libération", a réagi le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, à la radio de l'armée israélienne.

"Comme ancien chef d'état-major et commandant de combattants pendant des décennies, j'estime qu'il faut faire tout notre possible pour le ramener à la maison", a-t-il toutefois ajouté.

AFP

2-5 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Vers une nouvelle coalition gouvernementale en Israël.

Elue à la tête du parti au pouvoir le 18 septembre dernier l'actuelle chef de la diplomatie israélienne, Tsipi Livni, est parvenue à conclure un accord entre sa formation centriste, Kadima, et les travaillistes emmenés par l'actuel ministre de la Défense Ehud Barak Ce dernier devrait obtenir le titre de Premier ministre adjoint. Il aurait notamment en charge les pourparlers avec la Syrie.

Les deux formations disposent de 48 des 120 sièges de la Knesset, le Parlement israélien. Insuffisant pour gouverner. C'est pour cela que Kadima a déjà prévu de s'allier au parti ultra-orthodoxe sépharade Shass, qui compte 12 députés à la Knesset. Une formation opposée à la négociation avec les Palestiniens mais dont la réponse sera déterminante pour la future coalition.

La presse israélienne estime que la crise financière pourrait pousser le parti ultra-orthodoxe à accepter l'alliance pour ne pas avoir l'air de mettre la stabilité du pays en péril.

(Al-Oufok avec les agences de presse)

14-10

20-10

Les équipes de négociation de Kadima et du parti orthodoxe séfarade Shas se sont à nouveau réunies hier sans parvenir à un accord. Kadima aurait proposé d'ajouter au budget 2009 600 millions de shekels (120 millions d'euros) destinés aux allocations familiales tandis que Shas réclame toujours plus d'un milliard de shekels. Le grand-rabbin Ovadia Yossef, guide spirituel de Shas, a reçu hier le président du parti, Eli Yishai, et lui a demandé de ne pas transiger sur les allocations familiales.

Les dirigeants de Shas, ajoute le journal, sont de plus en plus convaincus que Tzipi Livni ne pourra pas accéder aux demandes du parti à cause de l'opposition du ministre des Finances, Roni Bar-On. Ce proche allié de Tzipi Livni mène en effet depuis deux semaines une campagne personnelle contre l'octroi de budgets supplémentaires à Shas et a même laissé entendre qu'il démissionnerait si ces budgets étaient alloués.

Selon le Yediot Aharonot, Roni Bar-On se serait montré aussi très critique vis-à-vis de l'accord obtenu face au parti travailliste qu'il aurait comparé en privé à un accord « entre une maison de passe et un client ». M. Bar-On estime en effet que le président du parti travailliste, Ehud Barak, s'est surtout soucié de son statut personnel tout en obtenant de Tzipi Livni des budgets destinés à faire taire les critiques dans les rangs travaillistes.

. L'Orient-Le Jour

Tzipi Livni demande une prolongation pour former le gouvernement

21-10

La ministre des Affaires étrangères et présidente du parti Kadima, Tzipi Livni, se rendra aujourd'hui au palais présidentiel afin d'obtenir du président Shimon Pérès une prolongation de deux semaines afin de former un gouvernement. En effet, écrit le Haaretz, quatre semaines après avoir été chargée de constituer un nouveau gouvernement, Mme Livni n'a toujours pas réussi à réunir autour d'elle une coalition qui lui permettra d'obtenir la confiance de la Knesset. Jusque là, rappelle le journal, le seul parti à avoir conclu un accord avec Kadima est le parti travailliste et encore, seule une déclaration de principe a été signée.

L'Orient-Le Jour

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

18-10

Des colons juifs de Hébron ont battu samedi à coups de pied et de poing deux photographes de presse et une ressortissante anglaise qui aidaient des Palestiniens à faire la cueillette des olives.

Selon des témoins, des centaines de colons du quartier de Tal Ruméda à Hébron ont sévèrement agressé hier le caméraman Abdul Hafithe Al Hashlamoun lors qu'il filmait un groupe de pacifistes étrangers qui étaient en train d'aider les agriculteurs de Tal Ruméda à la cueillette des olives.

En suite, des affrontements violents se sont produits entre les pacifistes et les colons qui ont blessé une activiste de 60 ans. Al Hashlamoun qui travaille pour l'agence de presse européenne a été transporté à l'hôpital. Des troupes israéliennes ont été dépêchées sur place et ont arrêté dix-neuf personnes, selon un pacifiste israélien.

L'agression est la dernière initiative en date des colons de Hébron pour perturber une cueillette des olives essentielle pour le revenu des Palestiniens de cette zone.

Selon des témoins et un film de Reuters Television, quatre colons se sont dirigés vers l'oliveraie proche de leur colonie où quelques dizaines de pacifistes israéliens et étrangers aidaient les Palestiniens à la cueillette.

Des soldats israéliens sont alors intervenus pour interrompre l'échauffourée, permettant aux colons de repartir et interrompant la cueillette des olives en déclarant l'oliveraie zone militaire fermée. Un porte-parole de la police a déclaré que les colons

n'avaient pas été interpellés car personne n'avait porté plainte contre eux. En revanche, trois des Israéliens venus aider les Palestiniens ont été retenus par la police parce qu'ils refusaient de quitter les lieux.

Wafa &

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=383880>

19-10

Dans la matinée, Israël a fermé le point de passage de Kerem Shalom, réservé au transfert de marchandises entre son territoire et la bande de Gaza, en raison d'une manifestation qui a empêché pendant plusieurs heures l'entrée d'environ 80 camions transportant de la nourriture et des médicaments dans la bande de Gaza. Le terminal a été rouvert en début d'après-midi, selon l'armée.

AFP

19-10

Tsahal a évacué, dans la nuit de dimanche, trois avant-postes illégaux, érigés en Cisjordanie par des activistes d'extrême droite plus tôt dans la journée.

Les avant-postes étaient composés de "soucca". Le premier "Maalot Halhul" a été érigé entre les implantations de Karnei Tzur et de Kiryat Arba. Le second "Reches Migron" a été construit près de l'avant-poste de Migron et le dernier "Reches Sela" près de l'implantation de Bracha.

Les avant-postes ont été érigés par deux mouvements d'activistes d'extrême droite, "Fidélité à la terre d'Israël" et les "Jeunes pour la terre d'Israël".

The Jerusalem Post

Par JPOST.FR

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1222017580767&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

20-10

Les autorités de l'occupation ont commencé des travaux pour élargir la colonie de "Kharsina", installée illégalement au nord-est de la ville d'Al Khalil en Cisjordanie.

De plus, deux organisations juives qui appartiennent à la droite extrémiste ont annoncé leur intention de construire 3 nouvelles colonies en Cisjordanie occupée.

CPI

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

15-10

La direction de la prison de Jalbou a obligé les familles des captifs palestiniens qui habitent la ville occupée d'Al Qods à **effectuer des travaux dont doit se charger la direction de cette prison.**

Un officier a offensé et menacé les familles des captifs d'Al Aqsa de confisquer leurs identités et de les obliger de quitter la prison sans voir leurs fils s'ils ne nettoient pas les salles de bain et la cour de la prison.

<http://www.palestine->

L'armée enlève deux fillettes et les garde sans jugement

L'armée de l'occupation israélienne a enlevé deux adolescentes. Elle les garde depuis plusieurs mois, sans accusation ni jugement, dit le journal hébreu Haaretz.

En fait, le 5 juin dernier au soir, on frappe à la porte de la famille Salah, dans le village Al-Khidr, non loin de la ville de Bethléem. Tout le monde a eu peur. Qui pourrait frapper à deux heures du matin ? Enfin, l'aînée des enfants a ouvert la porte.

Un officier de la sécurité intérieure israélienne et plusieurs soldats sont entrés et d'emblée, ils ont commencé à poser des questions. Puis ils ont emmené ma fille, dit la mère. Toutes les protestations n'ont pu persuader les militaires. La mère leur disait que sa fille de seize ans, une lycéenne, ne participait jamais à aucune manifestation politique.

La mère n'a vu sa fille que deux mois plus tard, enfermée dans une prison israélienne. Elle découvre, par la même occasion, que la cousine de sa fille y est enfermée. Cette dernière n'a que seize ans.

Quatre mois plus tard, la semaine dernière, leur « détention administrative » a été prolongée pour trois nouveaux mois. Personne ne connaît la raison de cette détention, la famille encore moins.

Les filles seraient des éléments dangereux, rapporte l'avocat Saher Francis, représentant ces deux filles, des forces de sécurité israéliennes. L'avocat n'a pu en savoir plus.

Avec cette « détention administrative », faite sans chef d'accusation ni un quelconque jugement, quelque six cents Palestiniens, dont une quinzaine d'adolescents, se voient enfermés dans les prisons israéliennes.

17/10

Source : Le journal hébreu Haaretz

CPI

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

15/10

Les captifs palestiniens dans la prison de Néguev ont dit dans une lettre envoyée de la prison que les forces de l'occupation ont envahi le département C 9, en perpétrant une campagne de fouille sauvage et endommageant ses contenus.

Les captifs ont protesté fortement contre la pratiques sauvages des autorités des prisons sionistes, en confirmant qu'elles violent régulièrement les lois internationales et les droits de l'homme, tout en soulignant que cela a été planifié pour détruire les biens et les propriétés des captifs dans leurs tentes, alors que les soldats ont frappé des captifs avec les crosses de leurs armes.

<http://www.palestine->

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

ONU

La question de Gaza demeure critique.

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, dans un rapport publié vendredi, estime que le processus d'Annapolis, lancé en novembre 2007 sous les auspices des Etats-Unis, a ouvert de nouvelles perspectives pour régler le conflit israélo-palestinien mais que la situation sur le terrain reste difficile.

« Durant la période considérée, de nouvelles perspectives de règlement pacifique de la question de Palestine sont apparues, avec le lancement du processus d'Annapolis et des négociations bilatérales régulières entre Israël et les Palestiniens. Cela étant, la situation sur le terrain en Israël et dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, est demeurée difficile et a entravé les efforts politiques visant à concrétiser la vision de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité. Dans la bande de Gaza, en particulier, les actes de violence se sont poursuivis et la crise humanitaire s'est aggravée », constate M. Ban dans ce rapport remis au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU et qui porte sur la période allant de septembre 2007 à août 2008.

« Je demande au gouvernement israélien et à l'Autorité palestinienne de tout mettre en œuvre pour atteindre l'objectif du processus d'Annapolis. Il ne reste plus beaucoup de temps jusqu'à la date butoir, et il subsiste apparemment de nombreux problèmes à régler. Si les parties ne parviennent pas à un accord de paix d'ici à la fin de l'année, il est essentiel que le processus ne capote pas et qu'il se poursuive de façon à déboucher le plus rapidement possible sur un règlement pacifique de la question de Palestine qui se fait attendre depuis trop longtemps », ajoute-t-il.

Selon lui, « il reste beaucoup à faire pour établir les fondements nécessaires à la réussite du processus politique et à l'application durable de tout accord conclu. Les activités d'implantation de colonies doivent cesser entièrement et les restrictions à la circulation et à l'accès doivent être levées. L'Autorité palestinienne doit continuer de s'employer à faire respecter l'ordre public ».

Le Secrétaire général juge également que la question de Gaza demeure critique. « Je suis heureux que le cessez-le-feu en vigueur depuis juin 2008 ait été respecté jusqu'à présent. Cela étant, je n'ai que trop conscience du fait que le cessez-le-feu est par définition un arrangement temporaire qui doit déboucher sur d'autres mesures, à savoir : réouverture des points de passage de Gaza, libération du caporal Gilad Shalit et dialogue en vue de parvenir à la réunification de la Cisjordanie et de Gaza dans le cadre de l'Autorité palestinienne légitime », écrit-il.

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4573>

18 octobre

5 Médias/Vidéos

5-1 3 Vidéos : Ne dites pas : nous ne savons pas.

a) <http://www.youtube.com/watch?v=hF3ZMy7ICDY>

b) http://www.youtube.com/watch?v=87NrkJNV_owM

c) <http://www.youtube.com/watch?v=oNQBk6lxYZ4>

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Le partage du pouvoir et à la réconciliation.

19-10

Le Hamas doit revoir le Fatah ce mois-ci pour envisager le partage du pouvoir et affirme aspirer à la réconciliation. Mais l'échec de cette nouvelle série de pourparlers inter-palestiniens pourrait relancer la guerre totale pour le pouvoir.

Car il y a aussi la querelle autour de la présidence: le Hamas affirme que le mandat d'Abbas s'achève le 8 janvier et se dit prêt à désigner comme successeur le vice-président du Parlement Ahmed Bahar. Abbas considère que son mandat peut être prolongé d'un an, en vertu d'un amendement jamais totalement ratifié. "A compter de janvier, personne n'est plus légitime", note l'analyste politique Ghassan Khatib. Et quand tout le monde est illégitime, l'avantage va à celui qui dispose de la force sur le terrain".

Soit le Hamas...

Ce qui sert le Hamas, c'est que les choses vont mieux à Gaza: les rues sont plus propres et moins dangereuses qu'avant, les feux rouges ont été réparés, des rues pavées, un hôpital pour enfants ouvert. Prudent, le Hamas n'a pas cherché à imposer l'islamisation de la société à marche forcée. Si l'on conseille aux femmes journalistes de se voiler pour venir au parlement, elles n'y sont pas obligées.

Le règne du parti unique s'est renforcé avec la neutralisation cet été des derniers opposants au Hamas. (le clan Hilles, allié du Fatah a été éradiqué en août).

Un vaste mouvement de grève, lancé par les syndicats de Cisjordanie, a fait long feu: le Hamas a limogé des milliers d'enseignants, remplacés par des jeunes diplômés de l'université qui lui sont désormais redevables et contraint la plupart des médecins grévistes à retourner travailler.

Economiquement, le Hamas survit. Malgré le blocus et les sanctions internationales, l'argent arrive toujours, d'Iran ou donné par des musulmans dans le monde entier.

Le gouvernement Abbas verse encore les salaires de 70.000 fonctionnaires à Gaza, en échange de leur loyauté et de leur refus de travailler pour le Hamas.

Une loyauté, ainsi que le dernier lien avec Gaza, qui disparaîtraient en cas d'arrêt de ces versements, lesquels par ailleurs financent l'économie gazaouie. Et donc confortent le Hamas...

Ce dernier verse pour sa part environ 20.000 salaires, le Premier ministre Ismail Haniyeh évoquant un budget opérationnel mensuel de 20 millions de dollars (14,8 millions d'euros). financé entre-autre par les augmentations d'impôts.

Niveau sécurité, les Gazaouis respirent: depuis le cessez-le-feu de juin, les tirs de roquette et leurs représailles israéliennes ont cessé.

En échange du calme revenu, Israël a(urait) allégé le blocus.

Mais l'International Crisis Group est très pessimiste, jugeant inexorable la tendance à la séparation inter-palestinienne. "A Gaza, les nouvelles réalités se consolident. La perspective de réconciliation, de réunification, et d'un processus de paix crédible semble plus lointaine et illusoire que jamais".

Source : AP

6-2 Les forces du Fatah cherchent à frapper fort les résidents liés au Hamas.

Les forces de sécurité palestiniennes fidèles au président Mahmoud Abbas se sont engagées à mener un coup de filet contre les résidents de Cisjordanie maintenant des contacts étroits avec le mouvement du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza.

"Quiconque devient complice des appels des putschistes depuis Gaza, et quiconque reçoit des ordres et de l'argent pour semer le désordre et le chaos en Cisjordanie sera passible de condamnations, conformément à la loi", indique un communiqué du service de sécurité du Fatah.

"Les services de sécurité ne toléreront pas les appels aux coups d'état et à provoquer des troubles", martèle le document.

Les forces du Fatah ont accusé le Hamas de planifier un coup d'Etat en Cisjordanie, similaire à celui survenu à Gaza en 2007.

Cette mise en garde intervient à la suite de la découverte de fonds et de laboratoires servant à la fabrication d'explosifs pour le Hamas en Cisjordanie. Le Hamas a répliqué que ces armements étaient destinés à la lutte contre l'occupation israélienne.

Le Fatah et le Hamas s'opposent depuis juin 2007, date à laquelle le Hamas a chassé les forces du Fatah de la bande de Gaza.

Les tensions entre les deux formations restent vives malgré les efforts égyptiens pour parrainer un dialogue interpalestinien en novembre prochain.

(Xinhua)

15 octobre

http://www.french.xinhuanet.com/french/2008-10/15/content_740861.htm

6-3 Ne dites pas : nous ne savons pas.

Jour après jour, les bateaux de la force navale israélienne attaquent les pêcheurs de la Bande de Gaza, dans une tentative visant à les chasser de la mer. On opère des tirs de semonce en direction des bateaux de pêche, on s'en approche et on les canarde avec des canons à eau, on les heurte, on leur prend leurs poissons et les bateaux, on provoque des vagues pour secouer les bateaux.

Dans les Accords d'Oslo, il est convenu que les habitants de Gaza peuvent aller jusqu'à 20 miles de la côte. Depuis 2006, Israël limite, de manière unilatérale, cette distance à 6 miles.

Le 10 août 2008, alors que A', de Rafah, était en mer, un bateau de la force navale israélienne l'a arrêté. Il a été placé en détention et son bateau confisqué. Il a été libéré deux jours plus tard. Son bateau lui a été rendu il y a seulement quelques jours. Sans moteur ni équipement.

Le 10 septembre 2008, un bateau de la force navale israélienne a heurté le bateau d'un pêcheur de Gaza et a failli le couler.

Le 27 septembre 2008, un bateau de la force navale israélienne a tiré un obus qui est tombé tout près du bateau d'un Gazaoui et a failli le couler.

Le 5 octobre 2008, un bateau de la force navale israélienne a ouvert le feu et blessé à la jambe le pêcheur, Mohammed Jihad Mouslah. Sa blessure nécessite des soins en dehors de la Bande de Gaza qui ne dispose pas de moyens pour le soigner.

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

Amos Gvirtz, 13 octobre 2008

www.kibush.co.il/show_file.asp?num=29433

6-4 Shass rebuté par les accords Kadima-Travailleurs.

Tsippi Livni n'est pas au bout de ses peines. Après avoir "enfin" conclu un accord avec les travailleurs, elle va devoir à présent user de tout son charme pour convaincre les représentants du parti Shass de rejoindre à leur tour sa coalition. Mais la tâche ne s'annonce pas facile.

En effet, les dirigeants du parti orthodoxe séfarade ont déjà émis de vives critiques, mercredi matin, contre l'alliance conclue à la veille de Souccot entre Kadima et les Travailleurs et ont même souligné qu'elle les éloignait encore davantage du gouvernement. Ils ont surtout dénoncé la clause stipulant que les lois touchant le système juridique ne seraient débattues au gouvernement qu'avec l'assentiment des ministres travailleurs.

Le ministre Tsahi Hanegbi (Kadima) a estimé pour sa part, ce mercredi matin, que si Shass refusait de rejoindre la coalition, Livni ne parviendrait pas à former un nouveau gouvernement. Interviewé par la radio israélienne, Hanegbi a expliqué qu'il n'y avait aucun sens de former un gouvernement non durable. Il a encore précisé que s'il s'avérait que les exigences de Shass étaient excessives, Livni se tournerait vers le président de l'Etat Shimon Pérès afin d'annoncer la tenue d'élections anticipées.

Mais comme on le sait, ni les travailleurs ni Kadima ne souhaitent ces élections qui ne leur seraient pas favorables, étant donné la chute de leur popularité auprès du public. L'équipe des négociateurs de Livni vont donc concentrer tous leurs efforts sur Shass, pour tenter de tempérer les positions de ce parti et de l'inciter à se joindre à la coalition.

Shass revendique essentiellement le rétablissement des allocations familiales mais Livni refuse pour l'instant de dépasser le cadre actuel du Budget national. Elle pourrait toutefois parvenir à un compromis avec Elie Ishaï au sujet des subventions accordées aux familles nécessiteuses.

De son côté, Binyamin Netanayou cherche à convaincre Shass de ne pas rejoindre la coalition de Livni. C'est lors de sa rencontre avec le grand rabbin Ovadia Yossef que le leader du Likoud a expliqué que ce qu'il fallait aujourd'hui à Israël, c'était "un gouvernement sachant renforcer l'économie du pays et sauvegarder Jérusalem".

Claire Dana Picard

15 octobre 2008. –

Arouts7

<http://www.a7fr.com/article/58017.htm>

6-5 Des milliers d'occupants organisent des marches provocatrices à Al Aqsa.

Des milliers d'occupants ont perpétré, mercredi 15/10, une vaste campagne d'activités provocatrices dans la ville d'Al Qods occupée, sous prétexte qu'ils animaient une fête juive.

"Les troupes occupantes qui effectuaient des rites et violaient la mosquée d'Al Aqsa, ont été officiellement protégées par les forces armées de l'occupation, notamment la police israélienne, en pénétrant dans la vieille ville et les esplanades sacrées d'Al Aqsa", ont confirmé des sources locales bien informées.

"Les autorités occupantes ont pratiqué, de nouveau, plus de restrictions contre les habitants palestiniens des territoires palestiniens occupés en 1948, où tous les passages et les check-points ont été fermés devant eux pour les empêcher d'arriver à Al Aqsa", ont souligné ces sources.

L'association d'Al Aqsa a révélé que l'occupation israélienne a encouragé et protégé l'instauration d'une synagogue qui menace d'une manière dangereuse l'Al Aqsa.

"La synagogue a été construite de sorte que ses tunnels mènent directement sous les fondations d'Al Aqsa et ses portes s'ouvrent dans les esplanades sacrées de la sainte mosquée d'Al Aqsa", a ajouté l'association.

17-10

Source : CPI

6-6 Akko : Jamal Taufik, libéré.

Jamal Taufik, le chauffeur qui est entré le soir de Yom Kippour dans le quartier juif d'Akko, a été libéré mercredi après une semaine d'emprisonnement.

Son permis de conduire a été confisqué pour une période d'un mois.

Le chauffeur a été arrêté, lundi dernier, pour conduite dangereuse et offense aux sensibilités religieuses. La police poursuit ses investigations et compte déposer une requête afin de ramener le chauffeur en prison.

Dans un entretien accordé au Jerusalem Post, Taufik a nié être allé dans le quartier juif de Saint-Jean d'Acre pour provoquer les résidents. Il affirme qu'il a essayé de faire profil bas en allant chercher sa fille.

La police, qui s'attendait à voir les émeutes entre Juifs et Arabes se poursuivre dans les rues d'Akko, a déclaré que la ville était restée calme pendant Souccot.

Quelque 700 officiers, dont des gardes frontières ont travaillé pendant 12 heures consécutives pour maintenir le calme, bouclant les quartiers et y effectuant des rondes, à pied et en voiture.

Les chefs de file arabes de la ville de Saint-Jean d'Acre dénoncent l'arrestation de Taufik. Ahmed Tibi, député arabe, a d'ailleurs déclaré : "C'est une décision irraisonnée qui n'est fondée sur aucune base légale, et qui ne va pas contribuer à apaiser la ville." "La police israélienne

a cédé aux hooligans juifs. Je me demande s'ils vont commencer à arrêter les Juifs qui mangent et boivent pendant le Ramadan", a ajouté Tibi.

Ahmed Tibi : "C'est la première fois qu'on arrête quelqu'un pour atteinte aux sentiments religieux", s'est-il étonné dans une déclaration à l'AFP.

"La police a succombé aux pressions de la droite fasciste qui exigeait son arrestation, montrant qu'elle était une police juive, raciste et idiote", a-t-il ajouté.

Il a appelé la police à "libérer immédiatement" l'homme arrêté "afin de ne pas exacerber les tensions".

Dimanche, Tawfik Al-Jamal avait fait amende honorable devant la commission parlementaire des affaires intérieures réunie en urgence pour débattre des émeutes intercommunautaires ayant éclaté à la suite de cet incident.

"Si ce que j'ai fait a généré cette situation, je suis prêt à sacrifier ma tête ici même sur cette table (...) afin de ramener le calme dans la ville", a-t-il déclaré, selon la presse israélienne.

Mercredi soir, Tawfik Al-Jamal était arrivé en voiture dans un quartier majoritairement juif alors que le Yom Kippour (Grand Pardon) avait commencé. Ce jour-là les juifs jeûnent et ne peuvent pas circuler en voiture, un interdit religieux massivement respecté en Israël.

Un groupe de jeunes juifs s'en était alors pris à l'automobiliste.

Selon la police, une rumeur sur sa mort a provoqué des rassemblements de centaines d'habitants arabes en colère et entraîné les affrontements entre juifs et Arabes qui se sont poursuivis jusqu'à dimanche.

Le régime syrien a lui aussi réagi, déclarant que les émeutes ne faisaient que confirmer qu'Israël était un pays raciste, qui haïssait les Arabes et voulait "nettoyer" la région de toute présence arabe.

"Les événements d'Akko accentuent la montée du racisme en Israël, qui remonte à la création d'Israël sur la terre palestinienne. Les émeutes prouvent également qu'Israël n'est pas une démocratie", peut-on lire dans le journal syrien Tishrin, contrôlé par l'Etat.

YAAKOV LAPPIN

10.15.08

The Jerusalem Post

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1222017541408&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

6-7 Les difficultés économiques de l'Amérique sont "une punition divine",

Les difficultés économiques rencontrées par les Etats-Unis constituent "une punition divine" pour la manière dont le gouvernement américain traite le peuple palestinien, a déclaré vendredi le Premier ministre Hamas de la bande de Gaza, Ismaïl Haniyeh.

Haniyeh a déclaré que Dieu punissait de cette manière les Etats-Unis pour leur soutien au blocus imposé à la bande de Gaza par Israël, ajoutant que les alliés de l'Amérique n'échapperaient pas à la colère divine.

"C'est une punition divine pour l'embargo de l'Amérique contre le peuple palestinien", a expliqué Ismaïl Haniyeh, "L'Amérique a brandi son gros bâton devant tous ceux qui ont tenté d'offrir un soutien aux Palestiniens."

Israël et l'Egypte ont bouclé leurs frontières avec la bande de Gaza depuis la prise de pouvoir du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) dans le petit territoire en juin 2007. Seuls des fournitures humanitaires, du carburant et quelques marchandises peuvent entrer dans l'étroite bande côtière.

18-10

fr.news.yahoo.com/3/20081017/twl-israel-palestiniens-hamas-punition-d-951b410.html -

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Point de vue de Khaled Amayreh : Les colons juifs ? Permis de tuer.

Les colons juifs, fanatiques, continuent de tuer et de voler les Palestiniens sans la moindre critique d'Israël.

Les colons sont un outil de premier plan pour l'armée et l'Etat israéliens

qui les financent, les logent, les arment et les protègent.

Des éléments de la sécurité israélienne ont récemment prévenu qu'il y avait recrudescence d'un « terrorisme juif organisé » contre les Palestiniens (et aussi contre les juifs militant pour la paix) et qu'il fallait prendre des mesures pour « étouffer cette terreur dans l'œuf ».

Mais des officiels israéliens, notamment le ministre de la Défense Ehud Barak, ont reconnu que « *se confronter avec les colons* » était un combat difficile étant donné le large soutien qu'ils recevaient de la société juive israélienne et du grand appui politique dont ils bénéficiaient dans des milieux gouvernementaux puissants. Barak a aussi fait allusion au laxisme choquant dont faisait preuve la justice israélienne envers les colons, ce qui en réalité leur permet de commettre des meurtres et des actes de vandalisme, dirigés spécialement contre des villageois palestiniens non protégés et presque sans défense, dans une quasi-impunité.

L'objectif final recherché par les colons terroristes est d'intimider et de terroriser les Palestiniens qui vivent sur leurs propres terres afin que d'autres colons puissent s'en emparer. Cependant, malgré des années d'un terrorisme et d'un harcèlement permanents, très peu de Palestiniens, s'il y en eut, ont quitté leur village et leurs terres, ce qui incite la plupart des religieux terroristes à intensifier leurs agressions contre les Palestiniens et leurs biens.

Ces derniers jours, le nombre d'incendies et d'actes de vandalismes sur les oliveraies palestiniennes, par des colons terroristes armés, s'est accru à travers toute la Cisjordanie. Dans la région de Naplouse et de Salfit, des colons ont mis le feu à des oliveraies, détruisant des parts importantes de récoltes dont dépendent de nombreuses familles palestiniennes pauvres pour leur subsistance. (Voir le [rapport du PCHR](#), 4^e Agressions des colons.)

Dans l'un des cas, le chef du conseil de la colonie a participé à l'attaque par le feu qui, selon les Palestiniens, s'est produite sous les yeux des soldats israéliens.

« *Je pense qu'il y a une sorte de collusion entre l'armée et les colons. Croyez-vous que la puissante armée israélienne n'est pas capable de contrôler quelques voyous qui terrorisent les communautés palestiniennes ici ?* » demande Ibrahim Ahmed de Salem, près de Naplouse.

« *Le monde a souvent la fausse impression que les colons ne sont que quelques fanatiques indisciplinés dans une société par ailleurs civilisée* » poursuit Ahmed. « *La vérité, pourtant, c'est que les colons sont un outil de premier plan pour l'Etat israélien et pour son armée pour terroriser et tourmenter les Palestiniens. Ce sont l'Etat et l'armée qui les financent, les logent, les arment et les protègent. Aussi, il serait naïf de croire l'affirmation que les colons agissent contre la volonté de l'Etat et de l'armée israéliens.* »

La semaine dernière, un jeune berger palestinien a été retrouvé assassiné près d'une colonie juive, toujours dans la région de Naplouse (voir le même rapport du PCHR). Des témoins rapportent avoir vu une camionnette blanche pourchasser le jeune berger de 19 ans. L'armée israélienne a nié que le garçon avait été assassiné par les colons, arguant qu'il était plus probable qu'il avait été tué par des projectiles non explosés abandonnés là par l'armée israélienne. (D'après le PCHR, des témoins palestiniens auraient constaté que le berger avait été tué par au moins 20 balles dans le cou, la poitrine et les jambes - ndt).

Le mois dernier, des dizaines de colons juifs terroristes armés ont commis un véritable pogrom dans le village palestinien d'Asira Al-Qibliya, au sud de Naplouse, tirant sur les maisons palestiniennes et vandalisant leurs biens. (Vidéo sur le site de [B'Tselem](#)). 10 Palestiniens ont été blessés, dont l'un gravement par balles. Une vidéo de ce déchaînement sauvage montre les soldats observant la scène et sans rien faire concrètement pour arrêter les colons. Et quand « l'affaire » s'est calmée, les colons ont repris leurs violences et leurs vandalismes. (Autre vidéo de violences de colons à Sushia, sud Cisjordanie : [B'Tselem](#), photos ci-contre).

Ces dernières années, les colons se sont mis à voler des récoltes d'olives en plein jour. Les colons ont aussi commencé à faire venir des travailleurs étrangers pour récolter les produits palestiniens à proximité de leurs colonies. Pour ce faire, les colons agissent à partir de décrets religieux publiés par les rabbins locaux ou au niveau national qui les autorisent à voler les récoltes en Cisjordanie, que les colons appellent Judée (nord Cisjordanie) et Samarie (sud), considérant que, par décret divin, la terre appartient aux juifs.

Jusqu'à récemment, les rabbins publiaient leurs enseignements publiquement, se faisant une mauvaise publicité dans la presse. Aujourd'hui cependant, leurs décrets sont publiés et diffusés discrètement dans les synagogues des colonies.

En outre, il semble que l'armée israélienne trouve toujours de nouvelles façons pour rendre la vie des agriculteurs palestiniens plus difficiles. De nombreuses oliveraies qui entourent les colonies juives illégales sont déclarées zones militaires fermées (seulement pour les non juifs) ce qui, en réalité, donne le feu vert aux colons pour qu'ils viennent voler les olives des Palestiniens.

La semaine dernière, l'armée israélienne a déclaré qu'elle assurerait la « protection » des cueilleurs d'olives palestiniens contre la violence des colons. Mais l'armée a précisé que cette protection ne durerait que trois jours.

L'armée israélienne prétend qu'elle n'est pas en mesure de contenir le terrorisme des colons. Cette affirmation, toutefois, est particulièrement mensongère et hypocrite. La vérité est que l'armée n'a ni la volonté ni l'inclination à se confronter avec les colons.

Le journal israélien *Ha'aretz* a écrit cette semaine : « *Les prisons militaires sont remplies de jeunes Palestiniens accusés de crimes bien moins graves que les violences dont on accuse les colons.* ». Pourtant, en règle générale, l'opinion israélienne reste indifférente au terrorisme, aux crimes et aux harcèlements pratiqués par les colons juifs soutenus par l'armée en Cisjordanie.

Aujourd'hui pourtant, le terrorisme des colons s'est retourné contre la société juive israélienne. Le mois dernier, des terroristes juifs sont soupçonnés d'avoir placé une bombe sur le pas de la porte de Zeev Sternhell, 73 ans, professeur de sciences politiques à l'Université hébraïque de Jérusalem-Ouest. Sternhell, spécialiste de l'évolution du fascisme européen, a été légèrement blessé dans l'attentat, lequel a provoqué des remous dans l'establishment politique et l'opinion publique d'Israël.

Sternhell, éminent sympathisant du groupe de centre gauche, la Paix maintenant, a prévenu que cette atteinte à sa vie pourrait marquer « *l'effondrement de la démocratie* » en Israël. Toutefois, il est peu probable que la tentative d'assassinat sur sa personne introduise un changement qualitatif dans la façon de l'armée et de l'opinion israéliennes de considérer les colons terroristes. Il faudrait autre chose pour vaincre le racisme et la violence institutionnalisés, calculés, qui sont au cœur de l'Etat d'Israël.

Khaled Amayreh :

14 octobre

Al-Ahram Weekly

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5202

7-2 Point de vue de Gilbert Achcar « Les États-Unis sèment les graines d'une tragédie à long terme »

Entrevue avec Gilbert Achcar

A la fin de cette année, l'équipe Bush va abandonner la scène avec le pire des bilans de la politique étrangère états-unienne dans l'histoire, en particulier en ce qui concerne le Moyen-Orient.

Gilbert Achcar - Photo : RougeQuestion : Le soixantième anniversaire de la fondation de l'État d'Israël, qui est aussi celui de la Nakba, la catastrophe palestinienne, tombe en cette année 2008. Comment analysez-vous l'objectif israélien et pensez-vous qu'il a changé au cours des années ? Quelle est la stratégie israélienne actuelle en ce qui concerne tant Gaza que la Cisjordanie ?

Gilbert Achcar : Ce sont là plusieurs questions en même temps. Commençons d'abord par la continuité entre 1948 et aujourd'hui : c'est bien sûr celle du projet sioniste initial de s'emparer de l'ensemble de la Palestine, c'est-à-dire de la Palestine telle qu'elle était sous le mandat britannique. En 1948 ce but n'a été que partiellement accompli car l'État d'Israël n'a été fondé que sur un peu moins de 80 % de ce territoire. Cela fut considéré alors comme un premier pas seulement, comme nous les savons aujourd'hui grâce aux biographies, documents et archives des dirigeants sionistes et tout particulièrement de Ben Gourion - la première étape d'une entreprise visant au contrôle de l'ensemble du territoire. Ces conditions ont été remplies en 1967, lorsqu'Israël a envahi et occupé le reste de la Palestine, c'est-à-dire toute la rive ouest du Jourdain. Ainsi depuis la guerre de 1967 - qui constitue le second grand tournant dans l'histoire du conflit - le problème d'Israël a été d'achever le projet initial commencé en 1948, et ce dans les territoires occupés en 1967, en y construisant des colonies israéliennes, par un colonialisme de peuplement.

Il y avait toutefois une différence majeure entre 1948 et 1967, qui reste le principal problème pour l'Israël aujourd'hui. La différence, c'est qu'en 1948, 80 % de la population des territoires dont Israël a pris le contrôle a fui la guerre. Les Palestiniens étaient terrorisés, directement ou indirectement, et se sont sauvés comme le fait toute population civile en temps de guerre. Comme tout le monde sait, ils furent empêchés de retourner lorsque la guerre fut finie et devinrent des « réfugiés », qui constituent la majorité de la population palestinienne.

Mais dans les territoires occupés par Israël en 1967 le même processus ne s'est pas reproduit, parce que la population avait tiré les leçons de 1948 et compris que, si elle quittait ses maisons, elle ne pourrait pas y retourner. Par conséquent, la plupart des Palestiniens sont restés chez eux cette fois. Ils avaient également appris de l'expérience de 1948, que s'ils restaient chez eux, ils ne seraient pas massacrés : c'est ce qu'avaient craint les réfugiés de 1948. Mais après 1948 Israël a gardé une minorité arabe palestinienne sur son territoire et comme ceux qui sont restés ont survécu, la majorité a suivi leur exemple en 1967.

Depuis lors Israël tente de résoudre ce problème, le plus grand problème qu'il doit affronter : la population palestinienne de la Cisjordanie et de Gaza. Cette population est elle-même composée d'une grande proportion de réfugiés du territoire de 1948 en sus des autochtones de Cisjordanie et de Gaza. Elle s'oppose au contrôle israélien exercé sur son territoire et le rejette. Ce qu'Israël s'efforce d'assurer, car il ne peut simplement expulser la population palestinienne, c'est le contrôle du territoire de la Cisjordanie au moyen d'un réseau de colonies, de postes militaires et stratégiques, de routes et de murs, etc. afin de maintenir les Palestiniens dans des enclaves séparées, sous contrôle israélien, de la même manière que Gaza dans son ensemble est une sorte d'enclave soumise au contrôle militaire extérieur absolu par Israël, une sorte d'énorme camp de concentration.

Question : Nombreux sont ceux qui évoquent l'impasse démographique de l'État d'Israël. Maintenant Israël ne peut plus être un État à la fois juif et démocratique.

Gilbert Achcar : C'est en effet le problème d'Israël. Tout cela renvoie à cet oxymoron (1) d'un État qui prétend être à la fois démocratique et défini ethniquement comme « juif ». C'est une contradiction dans les termes car en définissant un État par son caractère ethnique ou religieux, on contredit déjà les valeurs démocratiques modernes. Bien sûr, pour rendre ce sophisme crédible, ce prétendu « État Juif démocratique », il faut s'assurer une majorité juive écrasante parmi les citoyens de cet État. Et c'est ce que les sionistes ont obtenu en 1948. Ils ont accepté une minorité d'Arabes Palestiniens parmi eux - 15 % à 20 % en 1948 - en tant qu'alibi qui leur permettait de dire : notre État est démocratique ; il est Juif en vertu du fait que plus des 80 % de notre population sont juifs. Toutefois, lorsqu'ils se sont emparés de la Cisjordanie et de Gaza et que la majorité de la population palestinienne arabe y est demeuré, il ne leur fut pas possible d'annexer ces territoires comme ils l'ont fait avec ceux conquis en 1948. Israël s'est limité à annexer Jérusalem en 1967 et le Golan en 1981. Mais il n'a pas annexé le reste de la Cisjordanie, ni Gaza. Pourquoi ? Du point de vue de l'idéologie sioniste, la Cisjordanie est beaucoup plus importante pour Israël que le Golan. Mais la population arabe du Golan est

faible et aujourd'hui les colons israéliens sont presque aussi nombreux que les autochtones arabes - qui, par ailleurs, appartiennent dans leur grande majorité à la secte druze qu'Israël a toujours considéré comme étant intégrable (les Druzes servent dans l'armée israélienne, contrairement aux autres « Arabes israéliens »). Quand à Jérusalem, la ville a été immédiatement annexée en 1967 en raison de sa très grande valeur symbolique.

Mais ils ne pouvaient pas annexer le reste des territoires occupés parce que s'ils le faisaient, ils devraient soit se retrouver avec une importante population privée de droits sur le territoire israélien, soit accorder à cette population les droits de citoyenneté, compromettant ainsi le caractère Juif de l'État. En d'autres termes, s'il avait annexé la Cisjordanie et Gaza, l'État d'Israël aurait cessé soit d'être Juif, soit d'être démocratique dans le sens de l'égalité des droits, d'une personne/une voix, etc.

C'est en effet le grand dilemme du sionisme, qu'ils ont essayé de résoudre avec le plan Allon, conçu en 1967, juste après la guerre. Ce plan prévoyait la construction des colonies et de bases militaires, de manière à s'assurer le contrôle stratégique des territoires, sans annexer les zones où la population palestinienne est concentrée - villages, villes, etc. - mais avec le projet de les remettre sous le contrôle d'une autorité arabe collaborationniste. Au début, le plan prévoyait de rendre ces zones à la monarchie jordanienne.

Dans les années 1990, Israël a décidé de conclure le marché avec l'OLP, car la fraction dominante de l'OLP était devenue prête à accepter ses conditions et cela a conduit aux accords d'Oslo. Pour Israël, les accords d'Oslo n'étaient qu'un pas de plus en direction de la réalisation du plan Allon. Arafat croyait que l'OLP parviendrait à obtenir une sorte d'État indépendant. Mais il s'est vite rendu compte qu'il avait été victime de ses propres illusions. Et le processus entier, le soi-disant « processus de paix », c'est effondré, comme on peut le voir maintenant. Il est en déliquescence et tous les efforts de Washington mènent à des impasses.

Je ne parle pas ici des rapports avec le Hamas, mais de la soi-disant Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Il semble impossible de conclure un accord même avec lui, bien qu'Abbas soit le plus servile envers Washington de tous les dirigeants que les Palestiniens n'ont jamais eu. Malgré cela, les Israéliens ne lui accordent aucune concession significative. C'est une impasse totale et un échec majeur pour les États-Unis, pour l'administration Bush, un de ses nombreux échecs au Moyen-Orient. A la fin de cette année, l'équipe Bush va abandonner la scène avec le pire des bilans de la politique étrangère états-unienne dans l'histoire, en particulier en ce qui concerne le Moyen-Orient.

Question : Edward Said disait, en parlant de l'élite de l'OLP, qu'« aucun autre groupe de libération dans l'histoire ne s'est vendu à ses ennemis comme celui-ci ». Pensez-vous que ce jugement est correct ?

Gilbert Achcar : C'est un jugement qui nécessiterait d'être confronté avec un examen détaillé de tous les mouvements de libération. Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait aucun cas comparable de capitulation dans la longue histoire des luttes anticoloniales. Mais on peut être certain que si ce n'est pas la direction la plus soumise, c'est bien l'une des plus soumises de l'histoire des luttes nationales. Elle a accepté tant de concessions, tant de reculades sur ses propres demandes fondamentales et n'a pourtant rien obtenu de substantiel en retour.

Question : La direction de l'OLP aurait-elle quelques spécificité qui l'auraient conduit à ces reculs ?

Gilbert Achcar : Elle avait des aspects particuliers dès le début. Cela constitue la principale différence entre l'OLP et la plupart des mouvements de libération nationale anticoloniaux dans l'histoire. Une particularité importante de l'OLP est que, dès le début, elle a été étroitement liée à des États réactionnaires, dont beaucoup étaient et restent étroitement liés à l'impérialisme. Ainsi nous avons cette situation particulière d'un mouvement national luttant contre l'État sioniste fortement soutenu par l'impérialisme états-unien, ce mouvement étant lui-même dépendant pour ses ressources d'États étroitement liés au même impérialisme, tels que le royaume saoudien.

Lorsque les groupes armés palestiniens prirent la direction de l'OLP après la guerre de 1967, ils ont été inondés de pétrodollars, des sommes impressionnantes. Ainsi, ce qui est certain, c'est que l'OLP est devenu le mouvement de libération nationale le plus riche dans l'histoire des luttes anticoloniales. Son budget pouvait être comparé à celui de certains États du Tiers-monde. Cela a développé une bureaucratie énorme et très corrompue. Avec le temps, ses meilleurs éléments, les militants les plus dévoués, ont été tués, en particulier en 1970 au cours de Septembre Noir.

Il y eut donc une sélection en quelque sorte au bout de laquelle ceux qui sont restés aux commandes étaient les dirigeants palestiniens les plus corrompus. Une ligne droite relie cette évolution à Oslo et à l'Autorité palestinienne d'aujourd'hui avec Mahmoud Abbas, Mohammed Dahlan et tous ces chefs corrompus qui misent tout sur Washington. Ils espèrent que les États-Unis leur octroieront quelque chose. Et leur problème, c'est que, bien qu'ils soient totalement soumis à Washington, ils n'obtiennent rien.

Question : et la gauche palestinienne ?

Gilbert Achcar : La gauche palestinienne n'a jamais vraiment réussi à se construire en tant qu'alternative réelle face à la direction droitière de l'OLP. Elle n'a jamais réellement défié les institutions de l'OLP, n'a jamais remis en cause la structure de ces institutions. Elle a accepté les règles du jeu dictées par la direction du Fatah, la direction droitière de l'OLP. Bien qu'il y ait eu de nombreux conflits entre la gauche et la direction du Fatah, y compris des moments où l'OLP était au bord de la scission, la gauche cherchait invariablement la réconciliation au nom de l'unité nationale.

C'est ainsi qu'elle a perdu la crédibilité en tant que direction alternative de l'OLP et c'est pour cette raison que le Hamas a fait son irruption sur la scène. Au cours des premiers mois qui ont suivi décembre 1987, lorsque la première Intifada a commencé, la gauche palestinienne dominait de manière évidente la direction de l'Intifada

aux côtés des membres radicaux du Fatah dans les territoires occupés - où il n'y avait pas de place pour un équivalent de la bureaucratie corrompue de l'exil.

Néanmoins, à partir de l'été 1988, ils se sont débrouillés pour capituler devant la direction droitrière de l'exil, qui a contrôlé la réunion du Conseil national palestinien en octobre 1988 proclamant un prétendu État indépendant et préparant les négociations directes avec Washington. Ce furent ces années-là - 1987-1988 - que le Hamas fut fondé et s'engouffra dans la brèche. Très rapidement le Hamas, avec sa perspective islamique radicale, est devenu aux yeux des Palestiniens la seule alternative véritable à la direction de l'OLP. Le Hamas s'est construit en tant qu'alternative alors que la gauche a piteusement échoué à se présenter comme telle. Le Hamas est ainsi devenu beaucoup plus fort que la gauche, bien que ce n'était nullement le cas au début ; les intégristes n'étaient pas plus forts que la gauche, même à Gaza.

Question : Au sein de la gauche il y a un débat pour savoir si la solution du problème Israël-Palestine passe par « deux États » ou par « un seul État ». Quel est votre point de vue en ce qui concerne cette alternative ?

Gilbert Achcar : Pour être franc, je considère que cette discussion est largement une perte de temps. Dans les deux cas il s'agit d'utopies, mais certains conduisent pourtant cette discussion comme si son enjeu était d'actualité. Les deux camps s'accusent mutuellement d'utopisme - et les deux ont raison, car ces « solutions » sont toutes deux utopiques. Il est évident qu'un État palestinien « indépendant » qui se limiterait à la Cisjordanie et à Gaza est totalement utopique. Mais je dirais que le projet d'un seul État avec dix millions de Palestiniens et six millions de Juifs est encore plus utopique, car sa réalisation exigerait la destruction de l'État sioniste si on veut prendre la chose au sérieux. Sinon il ne pourrait pas fonctionner. C'est pourquoi je considère qu'il s'agit d'utopies et qu'on dépense trop d'énergie dans cette discussion, qui devient ainsi une perte de temps.

A mon avis il faut prendre en compte deux niveaux lorsque l'on parle d'une solution palestinienne. Il y a, d'une part, les intérêts immédiats et urgents des Palestiniens. Pourquoi les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza se battent-ils ? Ils luttent pour se débarrasser de l'occupation, naturellement - et non pour le droit de vote en Israël. Ils veulent la souveraineté sur leurs territoires. Leur combat devrait évidemment être soutenu. Même si vous êtes en faveur de la solution impliquant un seul État, vous ne pouvez pas dire : « Je m'oppose au combat palestinien contre l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, parce que ce combat ne correspond pas à mon projet maximaliste de solution juste. » Ce serait complètement absurde du point de vue politique. Par conséquent, si nous voulons parler en termes concrets, nous devons soutenir la lutte des Palestiniens pour leur libération immédiate du joug de l'occupation.

Par ailleurs, si on veut discuter d'une solution à long terme, c'est-à-dire si l'on aspire à élaborer un programme pour le long terme avec une dimension utopique, pourquoi se limiter alors à la seule Palestine, que ce soit avec un ou avec deux États ? Pourquoi, par exemple, exclure la Jordanie de l'équation ? Il y a plus de Palestiniens qui vivent en Jordanie qu'en Cisjordanie. Les Palestiniens sont en fait majoritaires en Jordanie même, c'est à dire sur la rive orientale du Jourdain.

Pourquoi donc la Jordanie devrait-elle être oubliée ? Entre 1949 et 1967, la Cisjordanie et l'actuelle Jordanie formaient un seul État, dont l'écrasante majorité de la population était palestinienne. Dominé par la monarchie, c'était, bien sûr, un État despotique. La direction palestinienne, lorsque les guérilleros palestiniens constituaient un État dans l'État en Jordanie, n'a jamais lutté pour le renversement de la monarchie. Seule la gauche, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, appelait au renversement de la monarchie jordanienne. Le Fatah s'est opposé à la gauche sur ce terrain et c'est l'un des facteurs qui ont permis à la monarchie d'écraser le mouvement palestinien en Jordanie en 1970 (« Septembre noir »).

Les forces armées palestiniennes furent ensuite chassées complètement de Jordanie en 1971. Bien entendu, la population palestinienne, en majorité les réfugiés de 1948, y est restée, mais le mouvement a été écrasé et forcé à la clandestinité. Cela a toujours été la perspective de la droite : nous ne touchons pas aux régimes arabes ; nous luttons seulement contre Israël, c'est la « contradiction principale » et nous devons apaiser les « contradictions secondaires ». C'était tragiquement absurde : la prétendue « contradiction secondaire » - c'est-à-dire la monarchie jordanienne - a tué plus de Palestiniens qu'Israël jusqu'en 1971. Elle s'est avérée être l'autre face d'une même médaille avec Israël.

A elle seule, la population de Cisjordanie ne peut en aucun cas constituer un État indépendant - tout au plus un « Bantoustan ». Mais si nous pensons au territoire jordanien comme un complément naturel de la Cisjordanie, la situation change. Pour cela, il faut un gouvernement démocratique en Jordanie. Finalement, je voudrais ajouter qu'aucune solution à long terme, juste et durable, ne peut être conçue autrement qu'à un niveau régional et dans des conditions socialistes - une Fédération socialiste du Moyen-Orient et au-delà. Bien sur, c'est une utopie, mais c'est une utopie qui inspire.

Comme je dis constamment, si l'on veut être utopique, alors autant envisager une utopie qui inspire, et non une utopie mesquine. Il faut voir grand. Voir grand, c'est dépasser les frontières, dépasser les nationalismes, c'est le socialisme. Voilà une utopie intéressante, tandis que celle d'un État unique, la solution « une personne - une voix » limitée aux Palestiniens et aux Israéliens, me paraît être une utopie qui n'inspire point.

Je ne suis pas du tout convaincu que les Palestiniens aimeraient être citoyens d'un même État avec les Israéliens, même s'ils étaient politiquement majoritaires dans des conditions sociales d'une profonde inégalité - comme celles qui existent actuellement en Afrique du Sud, où les Blancs constituent toujours et de loin la section principale de la classe dominante, deviennent de plus en plus riches, beaucoup d'entre eux vivant dans des communautés encloses. Et je suis absolument certain que les Israéliens n'accepteront jamais d'être une minorité politique. Donc c'est une solution sans avenir.

16 octobre

* Gilbert Achcar, professeur à l'École des études orientales et africaines (SOAS) de l'Université de Londres, est un collaborateur régulier d'Inprecor.

Parmi ses ouvrages : Le choc des barbaries (Complexe, 2002 ; 10/18, 2004), L'Orient incandescent (Page Deux, 2004), La guerre des 33-Jours, avec Michel Warschawski (Textuel, 2007), La poudrière du Moyen-Orient, avec Noam Chomsky (Fayard, 2007).

Cette interview a été réalisée par Foti Benlisoy et Aykut Kılıç pour la revue critique turque, Mesele (Question).

16 octobre

Pierre BEAUDET

<http://alternatives-international.net/article2610.html>

7-3 Point de vue de Jonathan Cook : Quand un best-seller requinquant dézingue un mythe fondateur en béton ...

Personne n'est davantage surpris que Shlomo Sand (l'auteur) au constat que sa dernière somme universitaire figure déjà depuis dix-neuf semaines sur la liste des bestsellers israéliens, et qu'un professeur d'histoire comme lui connaisse ainsi un succès sans précédent, en dépit du fait que son ouvrage s'attaque au Tabou des Tabous israéliens...

M. Sand avance que l'idée d'un peuple juif – dont le besoin d'un havre de paix fut utilisé, à l'origine, pour justifier la création de l'Etat d'Israël – n'est qu'un mythe, qui a été inventé voici, de cela, tout juste cent ans...

Spécialiste d'histoire européenne à l'Université de Tel Aviv, M. Sand s'est basé sur une recherche historique et archéologique exhaustive pour étayer non seulement sa propre thèse, mais plusieurs autres – tout aussi rafraîchissantes.

De plus, il avance que les juifs n'ont jamais été exilés de la Terre Sainte, que la plupart des juifs contemporains n'ont aucun lien que ce soit avec la terre appelée Israël et que la seule solution politique du conflit avec les Palestiniens ne peut consister qu'en l'abolition de l'Etat juif.

Le succès de son ouvrage [en hébreu] *When and How Was the Jewish People Invented ?* est appelé à se répéter, dans le monde entier. Une traduction en français [Comment le peuple juif fut inventé [?], aux éditions Fayard], mise sur les rayons des librairies au mois de septembre, se vend tellement comme des petits pains qu'elle a déjà dû être rééditée à trois reprises !

D'autres traductions sont en cours, dans une douzaine de langues, dont l'arabe et l'anglais. Mais l'auteur a d'ores et déjà prédit une réaction violente du lobby pro-israélien, quand l'ouvrage sera lancé aux Etats-Unis, l'année prochaine, par Verso, son éditeur en langue anglaise.

Par contraste, explique-t-il, les Israéliens se sont montrés, sinon carrément des fans, tout au moins curieux de connaître son argumentation. Tom Segev, un des journalistes les plus en vue du pays, a qualifié l'ouvrage de « fascinant et (positivement) provocateur ».

Etonnamment, poursuit M. Sand, la plupart de ses collègues universitaires, en Israël, se sont gardés de réfuter ses arguments, une des rares exceptions étant Israel Bartal, professeur d'histoire juive à l'Université Hébraïque de Jérusalem. S'exprimant dans les colonnes du quotidien israélien ('progressiste', ndt) Haaretz, M. Bartal s'est très peu attaché à réfuter les affirmations de M. Sand ; il a consacré le plus gros de son article, en lieu et place, à une défense et illustration de sa profession, suggérant que les historiens israéliens ne sont pas aussi ignorants au sujet du caractère totalement fictionnel de l'histoire juive que le prétend M. Sand.

M. Sand explique que l'idée d'écrire ce livre lui est venue il y a plusieurs années, mais qu'il a attendu jusqu'à tout récemment pour s'y consacrer pleinement. « Je ne saurais prétendre faire preuve d'un courage particulier en publiant ce livre, aujourd'hui », a-t-il déclaré. « J'ai attendu d'être titulaire d'une chaire universitaire : vous savez, dans le monde universitaire israélien, avant de pouvoir exprimer des opinions telles que celles-là, il y a un ticket à payer ! »

Exactement de la même manière, l'idée sioniste contemporaine selon laquelle les juifs se devraient de « revenir » de leur soi-disant « exil » [de la diaspora, ndt] en Terre Promise est totalement étrangère au judaïsme, a ajouté M. Sand.

« Le sionisme a totalement modifié la vision de Jérusalem. Auparavant, les lieux saints étaient considérés comme des endroits auxquels le croyant aspirait, mais qu'il n'envisageait en aucun cas d'habiter. Si, durant deux millénaires, les juifs sont restés à l'écart de Jérusalem, ce n'est nullement parce qu'ils ne pouvaient pas matériellement y « retourner », mais bien parce que leur religion, le judaïsme, leur interdisait d'y retourner avant la venue du Messie... »

Au cours de ses recherches, il eut la surprise de sa vie lorsqu'il commença à étudier les vestiges archéologiques remontant à l'ère biblique :

« Je n'avais pas été élevé en sioniste, mais comme tous les autres Israéliens, il était évident pour moi que les juifs étaient un peuple vivant en Judée et qu'ils en avaient été exilés par les Romains, en l'an 70 de l'ère chrétienne...

« Mais ayant commencé à étudier les indices archéologiques, j'ai découvert que tant le royaume de David que celui de Salomon étaient purement légendaires !

« Itou, en ce qui concerne l'exil. De fait, vous ne pouvez expliquer ce qu'est la judaïté, s'il n'y a pas d'exil. Mais, m'étant mis en quête d'ouvrages historiques décrivant les circonstances dudit exil, je n'en ai trouvé aucun ! Pas un seul !!

« Pour la bonne raison que les Romains n'ont exilé strictement aucun des peuples dont ils avaient conquis le territoire. En réalité, les juifs vivant en Palestine étaient dans leur écrasante majorité des paysans, et toutes les preuves archéologiques suggèrent qu'ils étaient restés sur leurs terres. »

En revanche, M. Sand adhère à une théorie alternative, davantage plausible : l'exil a été un mythe, répandu par les premiers chrétiens, afin de convertir des juifs à la nouvelle religion : « Les chrétiens voulaient inciter les dernières générations de juifs, à l'époque, à croire que leurs ancêtres auraient été chassés et exilés par Dieu, qui voulait les punir [de leur impiété et de leur méconduite, ndt] »

Bon, alors : s'il n'y a jamais eu d'exil, comment se fait-il donc que de si nombreux juifs aient fini par se retrouver dispersés sur toute la planète Terre, avant que l'Etat d'Israël, à l'époque contemporaine, n'eut commencé à les encourager à « revenir » ?

M. Sand explique que, durant les siècles ayant immédiatement précédé, et suivi, l'apparition du christianisme, le judaïsme était une religion pratiquant un prosélytisme intensif, littéralement en proie à une fringale de conversions : « La littérature latine de l'époque mentionne constamment ce phénomène ».

Des juifs se rendirent ainsi dans d'autres régions, dont ils cherchèrent à convertir les habitants, en particulier au Yémen, et parmi les tribus berbères de l'Afrique du Nord. Plusieurs siècles plus tard, le peuple du Royaume khazar, au Sud de la Russie actuelle, allait se convertir en bloc au judaïsme, donnant ainsi naissance aux juifs ashkénazes d'Europe centrale et orientale.

Ynet, le site ouèbe du quotidien Yediot Ahronot, le plus diffusé en Israël, a souligné cette histoire : « Des archéologues russes ont retrouvé la capitale juive, recherchée depuis des siècles ! » Et pourtant, aucun journal israélien, précise M. Sand, n'a pris conscience du fait que cette découverte cruciale remettait en cause tous les récits standards de l'histoire juive...

Autre question corollaire, suscitée par le récit de M. Sand, et qu'il pose lui-même : « Si, dans leur écrasante majorité, les juifs n'ont jamais quitté la Terre Sainte, alors, que sont-ils devenus ? »

« On ne l'enseigne pas dans les écoles israélienne, mais la plupart des pionniers du sionisme, dont David Ben Gurion [le premier Premier ministre israélien], étaient persuadés que les Palestiniens étaient les descendants des juifs authentiques ayant vécu en Palestine. Ils étaient convaincus que les juifs, bien des siècles s'étant écoulés, s'étaient convertis à l'Islam. »

M. Sand attribue la réticence dont font montre ses collègues à avouer qu'ils sont d'accord avec lui au fait que cela reviendrait, pour eux, à reconnaître implicitement, comme énormément de monde, que tout l'édifice de la soi-disant « histoire juive » enseignée dans les universités israéliennes n'est qu'un château de cartes.

Le problème fondamental de l'enseignement de l'histoire en Israël, explique M. Sand, remonte à une décision prise dans les années 1930, de faire éclater l'histoire en deux disciplines : l'histoire générale, d'un côté, et l'histoire juive, de l'autre. L'« histoire juive » était censée justifier qu'on y consacrait une chaire universitaire à part, au motif que l'expérience historique juive était considérée comme « unique » en son genre...

« Dans nos universités, en Israël, il n'y a pas de faculté de science politique juive, ou de sociologie juive ! Seule l'histoire est ainsi enseignée de cette façon, et cela a permis à des spécialistes ès-histoire juive de vivre dans un monde parfaitement insulaire et conservateur, où ils sont totalement à l'abri des découvertes (dérangeantes, pour eux) de la recherche historique...

« On m'a critiqué, en Israël, parce que j'ai écrit au sujet de l'histoire juive, alors que ma spécialité, c'est l'histoire européenne. Mais un livre tel que celui-ci a besoin d'un historien auquel soient familiers les concepts de l'investigation historique validés, reconnus et utilisés par le monde académique du reste du monde... »

Shlomo Sand

on The Electronic Intifada, 8 octobre 2008

<http://electronicintifada.net/v2/article9884.shtml>

[Cet article a été publié originellement dans [The National](#), un quotidien d'Abu Dhabi. Il est reproduit ici avec son autorisation.]

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

[* **Jonathan Cook**, écrivain et journaliste, vit à Nazareth, en Israël. Ses derniers ouvrages publiés sont : [Israel and the Clash of Civilisations: Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East](#) (éditions Pluto Press) et [Disappearing Palestine: Israel's Experiments in Human Despair](#) (éditions Zed Books). Vous pouvez consulter son site ouèbe à l'adresse URL suivante : www.jkcook.net].

Source et traduction : Marcel Charbonnier

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Jonathan_Cook.081008.htm

7-4 Point de vue de Mustafa Barghouthi : Et maintenant, la question de Jérusalem .

Nul besoin d'être un expert de qu'on appelle le « processus de paix » pour savoir qu'Israël a pour unique objectif depuis ces 40 dernières années de refuser leurs droits aux Palestiniens.

nettoyage ethnique dans Jérusalem - Les habitants d'une maison palestinienne détruite par l'armée d'occupation tentent de sauver quelques biens - Photo : Magnus Johansson/MaanImages

N'ayant pas réussi à briser l'échine des Palestiniens et à mettre fin à leur détermination à résister, Israël a utilisé des tactiques de retardement.

Quand il ne remettait pas à plus tard les questions urgentes, il a tenté de les vider de tout leur sens. Ainsi, l'idée d'un État palestinien indépendant et souverain a été diluée dans la création d'une auto-administration, dépourvue de tout pouvoir réel, sur des lopins de terre fragmentés.

C'est ce que le processus d'Oslo a réussi à produire au cours des 15 dernières années. Le nombre de colons dans les territoires occupés a doublé. Un mur de ségrégation raciale a été érigé. La Cisjordanie a été coupée de la bande de Gaza.

Et Jérusalem est à présent entourée et bloquée de tous les côtés, avec peu ou pas de liens vers d'autres zones palestiniennes. Lorsque les négociations ont repris, Israël a tenté de légitimer ses grandes colonies de peuplement, en refusant de discuter du sujet des réfugiés et en insistant pour le report de toute décision relative à Jérusalem.

Dans l'intervalle, les Israéliens ont essayé sans relâche de changer la face de Jérusalem, construisant des colonies dans et autour de la ville, la transformant et la judaïsant de jour en jour.

Israël fait maintenant la suggestion d'un État palestinien avec des "frontières intérimaires".

En échange, il veut que les Palestiniens renoncent, dans les faits et immédiatement, au droit au retour des réfugiés. Israël veut également que les Palestiniens renoncent à revendiquer de vastes pans de leur pays - les terres qui ont été absorbées par les implantations, les terres entourant la mer Morte, les terres des villages du Latroun (Imwas, Yalu, et de Beit Nuba), etc... A l'heure actuelle, Israël n'a pas l'esprit à discuter de Jérusalem. Mais il a une bonne disponibilité d'esprit pour construire de nouvelles colonies à l'intérieur et autour de la ville. Il est possible qu'Israël soit en train de changer son discours, mais pas ses tactiques. Au lieu de s'opposer à un État palestinien, il est disposé à accepter un État qui ne fasse pas mention de souveraineté. Au lieu de conserver chacune des colonies qu'il a établie sur la terre palestinienne, il est disposé à retirer 3 000 colons, en laissant 450 000 sur place.

Tout ce qu'Olmert et Barak ont déclaré depuis longtemps donne à penser qu'ils veulent transformer Jérusalem jusqu'à la rendre méconnaissable. La Jérusalem que nous connaissons tous n'est pas celle qu'ils ont à l'esprit. La Jérusalem de la mosquée Al-Aqsa, de l'Église du Saint-Sépulcre, du Mont des Oliviers, de Salwan, d'Al-Issawia, et d'autres parties de la vieille ville, est sur le point de beaucoup ressembler aux quartiers qui sont sortis de terre tout autour de la ville : Izariya, Abu Dies et peut-être Beit Hanina.

Chaque fois que les négociateurs palestiniens accordent un pouce [de territoire], Israël prend un mile, les Accords d'Oslo en sont un bon exemple. Il est bon de négocier, mais pas lorsque les négociations sapent la base des résolutions et des règles internationales. Les résolutions de l'ONU - appuyées par les arrêts de la Cour Internationale de Justice - établissent que toutes les terres qu'Israël a saisies depuis le matin du 5 Juin 1967 sont des territoires occupés. Cela vaut pour la vieille ville de Jérusalem et ses environs, la Cisjordanie, Gaza, les villages du Latroun, le Golan, et même les fermes de Shebaa.

L'Égypte a insisté pour la restitution de chaque pouce du Sinäi, de même que la Syrie s'en tient à chaque pouce du Golan. Les Palestiniens ne peuvent pas consentir à moins. Nous devons insister sur le retrait d'Israël de tous les territoires occupés, au lieu d'être mêlés à des discussions sur un échange de terres risqué. Il est déjà suffisamment regrettable qu'Israël ait pris en 1948 la moitié des terres que le plan de partition des Nations Unies de 1947 avait attribuées aux Palestiniens... Nous n'avons pas besoin d'aggraver les choses.

Et que se passe-t-il au juste dans les négociations ? Tout est conservé sous un couvercle étanche, à l'exception de bribes d'informations s'échappant au hasard, suggérant que la question de Jérusalem sera repoussée à plus tard, encore une fois. Le peuple palestinien est dans l'ignorance de ce qui se passe vraiment. Compte tenu de l'amère expérience d'Oslo, quand les faits accomplis étaient imposés dans le dos des négociateurs officiels, ce n'est pas de bon augure.

Tout le monde sait que l'abandon de la Jérusalem arabe, en tout ou en partie de celle-ci, n'est pas une option acceptable pour le peuple palestinien. Aussi, toutes les solutions intermédiaires, en particulier ces reports de la discussion au sujet de Jérusalem, sont très risqués quand elles ne sont pas un véritable signe de capitulation. La dernière chose dont nous avons besoin, c'est d'un nouveau marchandage qui sape nos droits et affaiblit notre peuple. Ces négociations au nom des Palestiniens portent une très grande responsabilité en ce moment... Tout ce qui s'y fait peut avoir des conséquences à long terme pour nous tous.

20 octobre

Mustafa Barghouthi :

- **Mustapha Barghouthi** (1) Mustafa BARGHOUTI est secrétaire général d'Al-Mubadara (Initiative nationale palestinienne, INP), une organisation politique laïque. Il a été ministre de l'Information dans le gouvernement palestinien d'union nationale constitué en 2007 après les élections législatives. Il fut aussi, en 2006, candidat à l'élection présidentielle. Il obtint un tiers des voix et se classa en seconde position, derrière le président actuel de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. (NdT)

- Al Ahram weekly

• http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=5238